

CONCLUSION

A NOTRE TOUR DE PRENDRE LES DEVANTS !

★ **Augmentons les frais d'inscription pour Bernard Hayot.**

À moins d'un million d'euros par an, *foumalkan* ! Et son groupe doit s'engager sérieusement sur les embauches. Nous avons un interlocuteur tout trouvé pour ça : Pascal Saffache qui, en plus de la fac, préside la « *Fondation Hayot* ».

★ **Supprimons la convention autorisant la police à la fac.**

Signons la pétition pour empêcher qu'elle soit appliquée en notre nom alors qu'on n'a rien demandé.

★ **Interdisons à l'administration l'utilisation de la force contre nous.**

Que ce soit les étudiants, les personnels, les associations, les organisations syndicales...

★ **Faisons embaucher les vigiles par l'université.**

Il faut surveiller l'application des embauches de vigiles gagnées par les étudiants de Droit. Il faut que ces agents aient des postes stables : c'est une question de sécurité ! Ces agents doivent faire partie du site, connaître le terrain comme leur poche, savoir quel étudiant a des problèmes de santé, etc. Ils ne peuvent pas faire ça, à deux seulement, avec des contrats précaires sous-payés !

★ **Exigeons la mise à plat des problèmes de sécurité.**

Précarité de la condition étudiante (qui dégénère parfois en bagarres), normes sismiques, bâtiments en ruine, exercices et consignes d'évacuation, alarmes incendie désactivées dans la cité-u, extincteurs périmés, éclairage défectueux, rats dans les locaux... et on en passe !

★ **Exigeons la fin des mensonges lors des « Assises de la sécurité » voulues par l'administration.**

Pour tout ça et pour tout ce à quoi on n'a pas encore pensé, nous avons besoin de tout le monde : fè-y turn !

QUI SOMMES-NOUS ?

Le 21^e siècle commence par la guerre en Irak et en Afghanistan, par la famine et la destruction accélérée de l'environnement.

L'avenir qu'on nous promet se limite à « choisir » entre le chômage, l'auto-destruction dans la drogue, l'engagement dans une de ces guerres qui ne sont pas les nôtres, ou pour les plus chanceux, le rôle de « bons petits soldats » au travail, soumis aux caprices de la bourse.

Les dirigeants de la planète parient sur notre indifférence. Il faut leur donner tort.

Ce journal est lancé à l'initiative de militants de l'organisation *Combat Ouvrier*, de sympathisants et de jeunes sans parti pour commencer à provoquer le débat, à faire entendre la voix des jeunes qui contestent les idées officielles.

Rebelle est ton journal !

Écris-le, lis-le, vends-le !

Contact : kontest@wanadoo.fr

06 90 62 79 25

06 90 73 48 93

POURQUOI ON NOUS FLIQUÉ ?

0,5 €

UN DOSSIER REBELLE !

Ce que l'administration et la préfecture ne veulent pas que vous sachiez

INDICE N°1

LA CRISE, UNE GUERRE MONDIALE CONTRE LES PAUVRES

C'est la crise, le système capitaliste ne fonctionne plus. Partout dans le monde, l'argent des États sert à soutenir les profits des multinationales et des banques. Soit directement (voir les centaines de milliards versés aux banquiers lors de la crise financière), soit indirectement, en finançant des opérations militaires destinées à défendre « nos » entreprises (en Irak, en Afghanistan, et maintenant en Lybie)...

Prenez l'exemple de notre petite Guadeloupe. En décembre 2008, pour faire semblant de baisser les prix des carburants, la Région a versé 3 millions d'euros d'argent public à la SARA (argent que les consommateurs devaient payer en impôts au lieu de les payer à la pompe)... Mais la SARA, c'est surtout la multinationale Total, qui fait 10 à 15 milliards de bénéfices par an !

MANŒVRE

La manœuvre était trop grosse et les gens sont descendus dans la rue quand même. Qu'a fait l'État ? Il a réquisitionné des Airbus pour transporter des centaines de gendarmes en Guadeloupe avec des tonnes de matériel, il a loué des véhicules sur place pour les déplacer et payé des chambres d'hôtel en pagaille au Gosier (il n'y avait pas assez de place dans les casernes). Le coût total de l'opération doit se situer autour de 100 millions d'euros (comparable à ce qu'aurait coûté aux grands patrons le versement des 200 euros d'augmentation réclamés par les grévistes).

En 2009, en Guadeloupe, l'État français a dépensé pour les profits de Total et pour la répression l'équivalent de 20 ans de fonctionnement de l'UAG. Il veut récupérer cet argent.

Puis, ayant perdu la grève, l'État a proposé de payer (avec les collectivités) 150 euros sur les 200 à la place des grands patrons. Puis, il a versé 165 millions d'euros à la SARA pour « compenser ses pertes ». Puis il a ré-augmenté le prix de l'essence.

Autrement dit, pour financer les profits d'une multinationale (Total) parmi les plus riches et réprimer les pauvres qui réclamaient de « trop grosses miettes », l'État a dépensé en Guadeloupe l'équivalent de 20 ans de fonctionnement de l'UAG. Il veut récupérer cet argent.

POURQUOI LES FACS LEUR POSENT PROBLÈME ?

Au départ, les universités étaient les lieux où on formait les cadres, les chefs et sous-chefs, les avocats et les médecins, bref les lieux où les riches et les semi-riches transmettaient leur savoir à leurs enfants pour former la génération suivante de « gardiens du système »...

En 1960, moins d'un étudiant sur 10 était fils ou fille d'ouvrier ou d'employé (qui forment pourtant la majorité de la population adulte). C'est la raison pour laquelle les universités sont traditionnellement de tels lieux de liberté : *pas un pauvre à l'horizon = pas de danger de révolte.*

Mais ce n'est pas si simple. D'une part, être fils de banquier ne signifie pas que vous ayez envie d'être un vampire « comme papa » et il est arrivé que la jeunesse étudiante se révolte. D'autre part – et c'est plus important – deux choses changent depuis un siècle, et surtout depuis les années 1950.

1960 : 1 étudiant sur 10 est fils d'ouvrier
2000 : 1 étudiant sur 3 est fils d'ouvrier.

D'abord, les métiers « nobles » d'autrefois deviennent de plus en plus des métiers ordinaires : l'instituteur d'avant-guerre était presque aussi important que le maire du village ; c'est aujourd'hui un salarié pas très bien payé qui s'esquinte au boulot. Et on peut dire la même chose d'une infirmière ou d'un employé de bureau. Ensuite, le perfectionnement technologique oblige la classe des travailleurs salariés à apprendre de nouvelles compétences. Quand les manœuvres et les dockers ont eu besoin de pouvoir lire « haut-bas » sur une caisse, l'État au service des riches a créé l'école. Quand les garagistes doivent lire des notices de montage électronique en anglais, la bourgeoisie fait un peu de place aux pauvres à la fac.

Résultat : en 2000, un étudiant sur trois était un fils ou une fille d'ouvrier ou d'employé.

Primo : l'État veut transférer l'argent de l'éducation vers les multinationales.

Deuzio : trop de pauvres à la fac bénéficient d'une liberté qu'on n'accorde normalement qu'aux riches.

Cette transformation de la jeunesse scolarisée se voit dans les mouvements de lycéens et d'étudiants. En 1968, en France, les étudiants déclenchèrent la grève pour avoir le droit d'aller dans les dortoirs des filles. En 1986, ils se mirent en mouvement pour la qualité de l'enseignement. Ils n'avaient pas tort, mais c'était assez différent des mouvements des années 1990-2000.

En 1994, les étudiants ont lutté contre un SMIC spécial jeune (le smic « normal » moins 20 %) ; en 1995, pour défendre la Sécu ; en 2006, contre le CPE qui facilitait le licenciement des travailleurs de moins de 26 ans ; en 2011, contre la réforme des retraites. Autrement dit, depuis 15 ans, lycéens et étudiants luttent pour défendre le droit du travail et leur statut de futurs membres de la classe des travailleurs salariés.

La classe dirigeante a donc deux problèmes.

Primo : les lycéens et étudiants sont devenus très nombreux, l'enseignement coûte cher à l'État et il voudrait bien récupérer cet argent pour le donner aux multinationales.

Deuzio : à l'université, une forte minorité de pauvres et de (futurs) travailleurs bénéficient des libertés qu'on n'accorde normalement qu'à la bourgeoisie ou à la petite bourgeoisie. Cela devient dangereux.

La vérité, c'est que les mesures anti-pauvres à Fouillole vont désormais s'accélérer. C'est inévitable.

La LRU (Loi dite de la « responsabilité des universités ») qui pousse les universités à rechercher des financements privés a été mise en application en grandes pompes, après la grève de 2009, par la création de la « Fondation Bernard Hayot » à l'UAG.

Message

En payant 30 000 € par an – à peine une demi-journée de fonctionnement du campus – ce groupe, parmi les plus riches des Antilles, s'arroge des sièges au Conseil d'administration... sans avoir rien proposé de mieux qu'une poignée de jobs d'hôtesse à quelques étudiantes pour l'inauguration de ladite « fondation ». (Et encore, elles n'ont pas été payées par Hayot, mais par le service d'orientation de la fac !) Sur son site, la fondation propose en tout 15 offres d'emploi aux 12 000 étudiants de l'UAG ! (Pour comparer, la fac de Bordeaux a créé une fondation avec quatre entreprises qui ont chacune versé un million d'euros).

Le message est clair : personne ne s'attend à ce que les super-riches payent pour faire marcher la fac, surtout ici.



Par exemple, avec des frais d'inscription à 2 000 € les étudiants du Pôle Guadeloupe financeraient 200 jours de fonctionnement de la fac. Quelque chose comme ça se prépare...

Or les besoins vont augmenter, surtout si on continue à permettre à autant de monde d'entrer à la fac et si on laisse les personnels et les étudiants s'organiser pour réclamer des conditions décentes dans les bâtiments en ruines ou à la cité-u (voir la « une » du *France-Antilles*, le 8 mars : « Fouillole : une addition très salée »). Il va donc falloir trouver l'argent ailleurs.

Par exemple, avec des frais d'inscriptions à – mettons – 2000 € l'année (ce qui n'est rien comparé à ce qu'on demande à Porto-Rico ou en Angleterre), les étudiants du pôle Guadeloupe rapporteraient à eux seuls 12 millions d'euros. Pratiquement de quoi financer 200 jours de fonctionnement par an. Là, on commence à parler sérieux. Ne vous faites pas d'illusions, quelque chose comme ça se prépare...

COMMENT LA POLICE EST ENTRÉE À FOUILLOLE

L'introduction de la police à l'université a pour but d'occuper le terrain, isoler les contestataires, *pwan douvan avan douvan pwan yo !*

Déjà, lorsque nous, à *Rebelle !*, faisons signer une pétition, il arrive qu'un étudiant hésite par peur que l'administration ne transmette son nom à la police... C'est dire que la menace fonctionne, et c'est précisément ça qu'il ne faut pas accepter !

La convention signée par le président de la fac, Saffache, et le directeur du CROUS, avec la préfecture a été élaborée et signée en avril 2010, sept mois avant que les étudiants de Droit réclament des vigiles.

Cette convention ne mentionne nulle part la protection des étudiants. Elle est au contraire très claire : « *l'objectif est de créer des liens [entre l'université et la police] permettant de prévenir efficacement les situations de tensions qui pourraient survenir* », notamment « *les événements susceptibles [...] de générer un trouble grave à l'ordre public.* »

Mensonges

Le tabassage de quatre profs de sciences en fin de carrière qui avaient placé une bande-roule lors de la visite de la ministre Pécresse vous donne une idée de ce que ces gens entendent par « *troubles graves à l'ordre public* » ! Il ne faut pas confondre sécurité - qui est nécessaire - et flicage : or, sous prétexte de sécurité, c'est bien ça que l'administration prépare.

La preuve : ce sont les étudiants que M. Saffache a menacés par voie d'affiches (placardées dans les bâtiments de la cité universitaire en novembre dernier) de sanc-

Pourquoi prétendre que ce sont les étudiants qui ont demandé la Bac alors que c'est chronologiquement impossible ?

FOUILLE DES CARTABLES



tionner s'ils refusaient de se soumettre aux contrôles policiers.

Alors pourquoi ment-il ? Pourquoi prétend-il qu'il s'agit de la sécurité des étudiants alors que la convention n'en parle jamais ? Pourquoi le vice-président Janky était-il incapable d'expliquer les motifs de cette convention, en mai 2010, lorsque nous les lui avons demandés ? Pourquoi tous deux prétendent-ils aujourd'hui que ce sont les étudiants de Droit qui ont demandé cette convention alors que c'est chronologiquement impossible ? Pourquoi, si la sécurité du campus leur tient tellement à cœur, ont-ils proposé d'organiser des « *Assises de la Sécurité* » un vendredi 11 mars, pendant les cours, au lendemain des jours gras, en se gardant bien d'en avertir publiquement les étudiants ? Pourquoi, sinon parce que ce qui est en jeu est invouable ?



QU'EST-CE QUE VOUS FERIEZ À LEUR PLACE ?

D'après ce qui précède, on voit que la première chose à faire pour les capitalistes est d'introduire des techniques qui réduisent le besoin de compétence des travailleurs. Cela leur permet de revenir le plus possible à des emplois non-qualifiés et sous-payés et, en même temps, de réduire les dépenses de l'État en éducation.

Ce va-et-vient entre l'obligation d'augmenter les compétences des travailleurs et les tentatives de les réduire quand même à de simples rouages « sans cervelle » dans la machine de production est une constante du capitalisme depuis 300 ans.

Au début de la révolution industrielle, les tisserands étaient des artisans qualifiés. Les machines à tisser automatiques et les moteurs à vapeur permirent de les remplacer par des foules affamées et presque analphabètes. Les techniciens de machines à vapeur acquièrent alors le prestige qu'on associe aujourd'hui aux pilotes d'avion, mais pour un temps seulement. Ils ne sont plus, partout dans le monde, que de simples manuels.

Chasser les pauvres

De nos jours, les correcteurs automatiques d'orthographe ont réduit à rien les compétences de secrétariat et même de « *journalisme* ». Et si les supermarchés doivent encore sélectionner les jeunes les plus diplômés pour les placer devant des caisses enregistreuses complexes, les systèmes de paiement automatiques détruisent ce besoin.

Reste à convaincre les fils et les filles de pauvres (et même les « *semi-riches* » qui ne peuvent plus espérer un emploi aussi bien payé que leurs parents) de ne plus aller à la fac. C'est plus compliqué, mais il y a plusieurs méthodes.

1960 : 1 étudiant sur 10 est fils d'ouvrier
2000 : 1 étudiant sur 3 est fils d'ouvrier
2011 : moins d'1 étudiant sur 4...



Supprimer des postes à l'école pour augmenter l'échec scolaire (pas grave, la calculatrice et le traitement de texte réduisent le besoin de savoir écrire et compter). Refuser le redoublement à ceux qui ratent le bac (des centaines en Guadeloupe). Réduire les moyens de la fac qui devient alors « *surpeuplée* ». De 2008 à 2010, le personnel de l'UAG a diminué de 130 personnes, pour 381 étudiants en plus. Résultat ? Beaucoup abandonnent. En Guadeloupe, des centaines de jeunes s'inscrivent en droit, mais comme le leur explique avec satisfaction un de leur prof, Fred Deshayes, « *vous verrez, l'année prochaine vous ne serez plus que 100 et celle d'après que 10* »...

Ces méthodes pour chasser les pauvres portent leurs fruits. En 2000, un étudiant sur 3 était fils d'ouvrier ou d'employé. En 2011, moins d'un étudiant sur 4 est dans ce cas. Et des milliers de jeunes sortent du système scolaire sans qualification.





Problème : à cause de la crise mondiale, les riches sont plus pressés. Ils n'ont plus le temps d'attendre, comme dit Fred Deshayes, « l'année prochaine, ou celle d'après ». Et bien sûr, la dégradation de l'enseignement pèse un peu trop sur les conditions d'études de leurs propres enfants. Il leur faut maintenant une méthode plus directe : par exemple, mettre un droit d'entrée à l'université que les pauvres ne pourront pas payer.

La lutte mondiale pour pomper l'argent des pauvres est en train de pénétrer dans les facs. Problème : ces mesures risquent de provoquer des réactions dans la jeunesse. Il faut la surveiller.

En novembre 2010, les frais d'inscription – déjà élevés – dans les universités anglaises ont été multipliés par trois pour passer à près de 10 600 euros. La mesure a déclenché le plus grand mouvement étudiant dans ce pays depuis 40 ans.

C'est bientôt notre tour

Le mois suivant, pour des raisons semblables, les étudiants italiens ont pris d'assaut le Sénat à Rome. En janvier 2011, les étudiants de Porto-Rico se battaient contre des augmentations des frais d'inscription qui menacent d'exclusion immédiate plus de 10 000 d'entre eux. Tôt ou tard ce sera notre tour.

La lutte mondiale pour pomper l'argent des pauvres vers les super-riches est en train de pénétrer dans les facs sur toute la planète. Le problème des autorités c'est que ces mesures risquent de provoquer des réactions dans la jeunesse. Il faut donc la surveiller.

INDICE N°4

EN AFRIQUE, EN EUROPE, EN AMÉRIQUE, PARTOUT : CLÔTURES ET POLICIERS À LA FAC

Pour contrôler la jeunesse, pays après pays, en commençant – c'est logique – par les facs où il y a le plus de pauvres, les autorités universitaires implantent des clôtures et font entrer des policiers.

Le Burkina-Faso a été un des premiers à appliquer cette méthode avec sa « *refondation des universités* » de 2000-2002. La réforme avait été réclamée par la Banque mondiale et le FMI (deux institutions qui imposent la volonté des grandes multinationales aux pays pauvres et, depuis la crise, aux pays riches aussi). Elle fut mise en œuvre par la dictature burkinabaise, trop contente d'en finir avec l'agitation étudiante.

En ce moment, à l'UAG, le gouvernement, la présidence de l'université et la préfecture de Guadeloupe se mettent en ordre de bataille.

Au programme du gouvernement du Burkina-Faso : augmentation des frais d'inscription, remplacement de certaines « filières longues » par des « filières professionnalisantes » et pour imposer le tout, interdiction des meetings et manifestations sur le campus avec création d'une « *police des universités* ».

En juin 2008, lors d'une grève étudiante contre la suppression de certaines bourses, cette police tira à balles réelles sur les manifestants avec l'aide des militaires introduits sur le campus de Ouagadougou. Depuis, le gouvernement a décidé d'ériger un mur d'enceinte autour du campus. Voici ce qu'en disaient les étudiants et les syndicats enseignants : « *500 millions [700 000 € - NDR] auraient été trouvés sur le champ par les autorités pour dresser la clôture de l'université. Au-delà de la raison avancée qui est la sécurisation des étudiants, ces derniers y voient [...] la volonté de les isoler afin de mieux les*



À Porto-Rico, les étudiants en grève doivent défendre leurs assemblées contre la police

réprimer. » Selon une sociologue de l'Université de Johannesburg, en Afrique du Sud, dans cette affaire « *la détermination des autorités universitaires symbolisée par [leur] défiance à l'égard des étudiants [...] montre qu'elles ont assumé le rôle de courroie de transmission du pouvoir visant à achever la domestication du campus* » (Lila Chouli, 8/10/2010).

Prendre les devants

L'année suivante, en janvier 2009, c'est au tour du Sénégal de créer une « *police universitaire* ». Officiellement, « *face à la recrudescence des violences sur le campus Cheik Anta Diop* », mais la loi du 24 novembre 1994 qui autorise cette « *police universitaire* » explique directement de quoi il s'agit, en fait : « *le maintien de l'ordre dans l'Université* ».

Au Congo-Kinshasa, le 13 janvier 2011, la « *garde universitaire* », avec la police natio-

nale, tirait (3 morts) sur une manifestation étudiante qui réclamait... plus de sécurité. Plus près de chez nous à Porto-Rico, après deux jours de grève pacifique contre l'augmentation des frais d'inscription, l'université était occupée par la police, officiellement pour aider « *les étudiants qui veulent aller en cours* », mais en réalité pour y rester.

En France, le gouvernement a décidé de prendre les devants. Et aux Antilles-Guyane dont la ministre Pécresse affirme qu'elles servent « *de laboratoires pour l'université du futur* » nous avons... les patrouilles de la Bac.

Ce que nous voyons en ce moment à l'UAG, c'est le gouvernement, la présidence de l'université et la préfecture de Guadeloupe qui se mettent en ordre de bataille pour faire la même chose que dans tous ces pays.